

Tou·te·s mobilisé·e·s le 29 septembre !

Nos salaires sont en berne, les services sont à l'os et nos conditions de travail ne cessent de se dégrader. Pendant ce temps, le gouvernement continue sa casse des services publics : refus de revaloriser le point d'indice et annonce de nouvelles coupes budgétaires. La fonction publique mérite mieux ! **Le 29 septembre, mobilisons-nous massivement par la grève, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales représentatives de la fonction publique CGT-FO-FSU-UNSA-CFDT-Solidaires-CFE/CGFC et FA/FP !**

Augmenter les salaires !

Pour tou·tes les agent·es, les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Et pour cause, dans la fonction publique l'inflation se fait durement sentir : **en 25 ans, la valeur du point d'indice a perdu + de 30% de pouvoir d'achat**. Depuis sa dernière revalorisation en juillet 2023, la perte dépasse 5%, et elle atteint plus de 15% depuis l'arrivée de Macron au pouvoir en 2017. **862 000 agent·es publics ont désormais un traitement indiciaire inférieur au Smic !** Les perspectives de carrière sont bouchées et la fonction publique n'est plus attractive. Et que répond le gouvernement à nos revendications ? De vagues mesures techniques de reclassement ou d'amélioration des carrières pour une minorité d'agent·es. Ce mépris est insupportable. **Ne nous laissons pas faire !**

MARDI 29 SEPTEMBRE
TOUS MOBILISÉ·ES

Nos revendications

- Augmentation immédiate de la valeur du point d'au moins 10%
- 400€ immédiatement pour tou·te·s
- Indexation du point sur l'inflation
- Plan de rattrapage des pertes antérieures
- Intégration des primes dans l'indiciaire
- Égalité salariale femmes / hommes
- Abrogation du jour de carence et indemnisation des congés maladie à 100%
- Retraite à 60 ans et réduction du temps de travail à 32 heures

À LYON : MANIFESTATION

Départ à 10h30 de la Manufacture des tabacs
Arrivée : Préfecture (quai Victor Augagneur)

À VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Village des services publics
Place des Arts

Un autre budget et des moyens pour les services publics

La crise salariale est le produit d'une austérité budgétaire assumée. Le gouvernement a annoncé 11 milliards de coupes pour 2026 et prépare encore pire pour la loi de finances 2027. Pourtant **sur le terrain les services sont déjà à l'os et les besoins en matière de service public sont immenses. Dans le même temps, le gouvernement maintient ses cadeaux fiscaux et les aides aux entreprises, sans contrepartie ni évaluation**, tandis que les dépenses militaires continuent de s'envoler. Il y aurait de l'argent pour financer des armées de consultants, des exonérations de cotisations et des baisses d'impôts sur le capital, mais pas pour les salaires, les emplois, les bâtiments publics, la santé au travail ou la protection sociale ? Ça ne peut plus durer !

Nos revendications

- des lois de finances et de financement de la sécurité sociale qui rompent avec l'austérité
- des recrutements et des moyens à la hauteur des besoins pour les services publics
- des budgets qui soutiennent les salaires, les carrières et les missions d'intérêt général
- mise à contribution des profits et des hauts revenus, fin des aides sans contrepartie aux entreprises
- lutte effective contre la fraude et l'évasion fiscales

Canicule, agissons

L'administration doit protéger ses agents et garantir des conditions de travail adaptées au changement climatique et aux fortes chaleurs en été : horaires aménagés, autorisations d'absence, télétravail, organisation du travail revue et charge allégée. Un plan de rénovation du bâti administratif est nécessaire et doit être une priorité.

En finir avec la souffrance au travail !

Les services craquent faute d'effectifs et sous la charge de travail et les agents sont en souffrance partout : réorganisations permanentes, injonctions contradictoires, reporting, management par les chiffres, qualité empêchée, perte d'autonomie et affaiblissement des collectifs de travail. **Les risques psycho-sociaux n'ont rien d'individuel : c'est le travail qui est organisé de manière pathogène et qui rend malade. Le sens du service public est attaqué et la santé physique et mentale des agent·es est mise en danger.** À cela s'ajoutent des attaques directes contre nos droits : remise en cause des autorisations spéciales d'absence (ASA), durcissement des congés pour raison de santé, fragilisation du temps partiel thérapeutique, suspicion permanente sur les arrêts maladie. Il est temps de réagir !

Nos revendications

- des effectifs suffisants, l'arrêt des suppressions d'emplois et des réorganisations permanentes
- des organisations du travail qui protègent la santé, permettent un travail de qualité et redonnent du sens au service public
- le rétablissement et le renforcement de nos droits en matière d'ASA, congés de maladie, temps partiel thérapeutique

du 3 au
10 dec. 2026
**Je
vote
CGT**

aux élections
professionnelles
de la fonction publique